

Cela est vrai, et j'admets avec lui qu'ils insistent là-dessus. Mais il me semble que le gouvernement pourrait les diriger, qu'il pourrait leur dire qu'il n'est pas recommandable d'aller dans telle région aujourd'hui, alors qu'il y a déjà trop de gens qui y cherchent du travail.

Il est bien possible que le nombre des chômeurs s'accroisse sensiblement. Sauf erreur, le Congrès du travail du Canada disait récemment qu'il y a lieu de s'attendre que le nombre des chômeurs soit d'environ 750,000 cet hiver. Je lis dans le *Citizen* d'Ottawa du 8 novembre que, d'après un fonctionnaire compétent du gouvernement, le chômage atteindra probablement 750,000 personnes cet hiver, soit le nombre le plus élevé depuis la fin de la seconde Grande Guerre. Et nous sommes censés ne pas nous préoccuper de ce que des hommes et des femmes du Congrès canadien du travail, qui s'occupent du domaine des relations ouvrières, signalent que, d'après eux, le chômage atteindra un sommet sans précédent. En même temps, des fonctionnaires compétents de l'État prévoient un nombre sans précédent de chômeurs et on nous dit que nous ne devrions pas nous montrer naturellement intéressés à cette question. Pourtant nous avons le droit et, à mon avis, le devoir de manifester notre intérêt.

C'est une mauvaise façon de raisonner les choses. Il faut résoudre ce problème, et le seul endroit où on peut le résoudre, c'est ici au Parlement. C'est pour cela que nous sommes ici et c'est ce que nous sommes censés faire. Nous devons aider le gouvernement à régler ces problèmes et je pense que nous sommes tous bien disposés à le faire. En tant que parti, je sais que nous le sommes et je suis persuadé qu'il en est de même d'autres députés. Je pourrais lire bien d'autres découpures de journaux mais mon temps de parole s'épuise rapidement. Cependant, j'ai sous les yeux une couple d'éditoriaux qui ont paru d'un bout à l'autre du pays relativement à des déclarations du premier ministre.

Dans la première partie de son éditorial, le *Citizen* d'Ottawa du 7 novembre affirme que le premier ministre avait dénoncé les libéraux à Toronto. Eh bien, je ne le reproche pas au premier ministre; c'est ce qu'il fait depuis plusieurs années et je suppose qu'il continuera de le faire longtemps après que les libéraux auront cessé d'exister,—si jamais ils disparaissent.

M. Stanton: Non sans succès.

M. Hahn: L'honorable député dit que ça été non sans succès.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Un cheval mort qui rue sur un autre.

M. Hahn: Quoi qu'il en soit, l'article poursuit en employant des paroles inutilement dures à l'égard du premier ministre, paroles qui, à mon avis, n'ajoutaient rien au fond de l'article et que je ne citerai pas. Cependant, voici ce qu'on lit un peu plus loin:

Et le gouvernement a admis implicitement la perspective de beaucoup de chômage l'hiver prochain et a pris des mesures en vue de le réduire. Il a pour une chose ralenti l'immigration, ce qui est, de l'avis de ce journal, une erreur, mais il s'agit là d'une autre question. D'autre part, il a mis 150 millions de dollars en disponibilité à de faibles taux d'intérêt pour la construction de logements.

Ce sont peut-être là des remèdes, mais voici comment l'article poursuit:

Les emplois ne dépendent pas des débats publics; ils tiennent aux marchés d'exportation, à l'inflation, à l'accroissement de la population et à d'autres facteurs analogues.

C'est peut-être un état de choses que le présent gouvernement a hérité des libéraux, c'est-à-dire le fait que nous n'ayons pas de débouchés d'exportation. C'est un état de choses auquel certains députés ont tâché de remédier il y a un an, c'est-à-dire au début du printemps, quand l'autre gouvernement était en fonction. Nous lui avions demandé d'accepter du sterling dans les échanges, soit du sterling bloqué ou convertible, ou même non convertible. Nous lui avions demandé de s'occuper à ouvrir les voies du commerce d'une façon ou d'une autre. Comme d'habitude, toutefois, ce n'est pas ce qu'il a fait.

L'article ajoute:

C'est au gouvernement qu'il appartient de prendre l'initiative sur cette question.

C'est au Parlement que cette initiative appartient. Certains députés penseront peut-être qu'en citant le *Citizen* d'Ottawa je citais un journal assez partial mais j'ai sous les yeux une coupure d'un journal de Vancouver que les députés de la Colombie-Britannique reconnaîtraient comme l'organe officiel du parti conservateur. Voici ce qu'on y lit:

Ce que nous appelons notre "façon de vivre", dans nos sociétés occidentales, traverse actuellement une épreuve sans précédent.

Cet article est du 5 novembre 1957. La façon de vivre dont il y est question est évidemment opposée à la façon communiste. Je poursuis:

La menace interne est moins facile à reconnaître à cause de son caractère complexe. Si toutefois on veut juger de l'aptitude de la société occidentale à survivre, il faudra voir avec quel sens des réalités et quel courage elle détermine et résout ses propres insuffisances.

Il faut trouver une solution à nos propres faiblesses. Or le chômage est un des problèmes qui se posent à nous depuis le début